

Turning point

LA NEWSLETTER D'ETHOS POUR LA GOUVERNANCE ET LA DURABILITÉ



L'EDITO

Tournant, rupture, bascule. Peu importe le terme, le constat est le même : nous sommes arrivés à un point où l'on ne peut plus se permettre d'attendre encore si l'on souhaite lutter contre le réchauffement climatique et maintenir une planète habitable pour les générations futures. La majorité des scientifiques se l'accordent et les signaux, plus dramatiques les uns que les autres, sont là pour nous le rappeler au quotidien.

Dans le même temps, la désinformation et les contre-vérités ne cessent de se propager et de gagner en importance. Greenwashing, ESG-Backlash, wokisme. Les attaques sont toujours plus frontales et les récents développements politiques aux Etats-Unis ne laissent rien présager de bon.

C'est dans cette période d'incertitudes que le rôle d'acteurs tels que la Fondation Ethos, créée il y a plus de 25 ans avec pour but de favoriser la prise en compte des principes du développement durable et des règles de bonne gouvernance dans les investissements, devient encore plus essentiel. Et prend tout son sens.

Aussi, la Fondation Ethos a décidé de lancer sa propre newsletter. « Turning point », c'est son nom, a pour objectif de passer au crible l'actualité de la durabilité, de sensibiliser aux enjeux de l'investissement responsable et de la gouvernance et, c'est peut-être le plus important, de mettre en lumière les progrès et les avancées rendues possibles par celles et ceux qui croient, plus que jamais, à la nécessité de développer une économie plus durable qui tienne compte des limites de notre planète et de l'intérêt des générations futures.

Cette newsletter, qui sera diffusée chaque fin de mois (sauf en été et durant la période des fêtes de fin d'année), se veut un lieu de partage d'informations pertinentes et un hub de connaissances et cela grâce, notamment, à des liens vers des études, des articles et des événements de qualité et propices à la réflexion.

En espérant que cette approche vous plaira et que les vents, contraires aujourd'hui, nous pousseront demain

dans le bon sens, nous vous souhaitons à toutes et à tous une très bonne lecture.

LE POINT SUR L'ACTU

L'actualité a été dense en ce début d'année 2025. Et pas forcément des plus réjouissantes. Comme l'on pouvait s'en douter, l'élection de Donald Trump a donné un nouvel élan au mouvement anti-ESG aux Etats-Unis. Sans même attendre son intronisation, plusieurs grands noms de la finance ont décidé de claquer la porte de l'initiative « Net Zero Asset Managers » (NZAM) et de la « Glasgow Financial Alliance for Net Zero » (GFANZ) auxquelles ils avaient pourtant choisi d'adhérer.

ESG-Backlash aux Etats-Unis

Ces défections en série ont fait suite à l'envoi, juste avant Noël, d'une **lettre** de la commission judiciaire de la Chambre des représentants (contrôlée par les républicains) à 60 gérants d'actifs américains les accusant d'être de connivence avec des activistes climatiques, par le biais d'initiatives telles que NZAM ou GFANZ, pour « imposer des objectifs ESG de gauche ». Dans la foulée, un juge texan a rendu une **décision** qui a eu un fort écho médiatique dans laquelle il accuse American Airlines d'avoir enfreint la loi et contrevenu à son devoir fiduciaire de loyauté en fondant les décisions d'investissement de son plan de retraite notamment sur des facteurs non-financiers et ESG.

Conséquence directe de ces attaques, NZAM a **annoncé** le 13 janvier qu'elle suspendait ses activités le temps de revoir le texte de l'initiative et de s'assurer qu'elle demeure adaptée au nouveau contexte mondial. Quant à GFANZ, elle a revu ses exigences envers ses membres qui n'ont désormais plus besoin de s'engager à aligner leurs activités sur l'Accord de Paris et **annoncé** qu'elle se concentrerait désormais sur la mobilisation de capitaux privés pour financer la transition énergétique. Autrement dit, il ne sera plus nécessaire d'avoir des objectifs climatiques Net Zero pour faire partie de l'alliance.

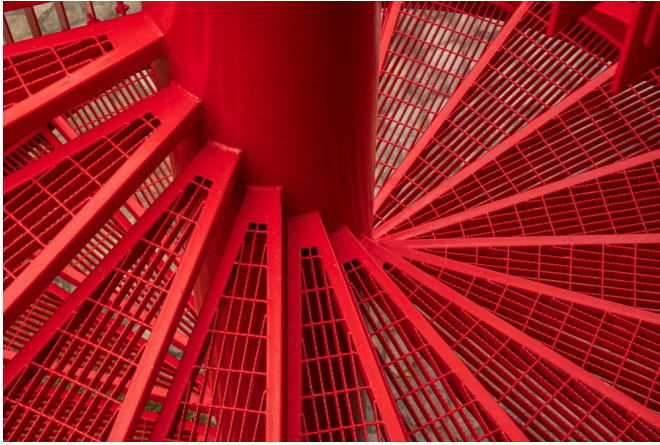
Les plus optimistes rappellent et insistent sur le fait que les grands noms de la finance qui ont choisi de quitter ces alliances restent liés à leurs propres engagements climatiques. Et que leur désistement, qui ne représente pas vraiment une surprise, aura au moins eu pour bon côté d'exposer au monde ceux qui s'étaient engagés en faveur du climat davantage par opportunisme que par conviction. Dans une **prise de position** bien argumentée, le directeur de l'ONG As You Sow rappelle quant à lui que demander aux entreprises de réduire les risques, y compris climatiques, est un droit fondamental des actionnaires qui n'a d'autres objectifs que de garantir la pérennité financière de l'entreprise sur le long terme. Pour les investisseurs institutionnels, tels que les fonds de pension, il s'agit d'agir dans l'intérêt de leurs bénéficiaires.

Projet « omnibus » en Europe

Il n'en demeure pas moins que ces récents développements démontrent, au minimum, le pouvoir de nuisance dont dispose aujourd'hui le mouvement anti-ESG. Un mouvement qui, de surcroît, ne se cantonne plus aux Etats-Unis. Ainsi, plusieurs voix se sont élevées en Europe ces derniers mois pour demander moins de bureaucratie, moins de réglementations ESG et favoriser la compétitivité des entreprises européennes. Début janvier, c'est le chancelier allemand Olaf Scholz qui a écrit une **lettre** à la présidente de la Commission européenne pour réclamer des mesures rapides et ciblées. Dans son viseur notamment, la directive sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD) dont il veut revoir la portée et repousser l'entrée en vigueur.

Face à ces demandes de plus en plus fortes de revenir sur la CSRD et les réglementations du « Green Deal » européen, Ursula van der Leyen a annoncé fin 2024 la mise en œuvre d'une législation « omnibus » visant à les simplifier. Certaines voix évoquent même désormais une suppression de certaines obligations de reporting extra-financier pour les entreprises actives au sein de l'UE, ce qui a le don d'inquiéter tout le monde, des représentants de la **société civile** aux **entreprises concernées**.

En attendant que la Commission européenne publie les détails de son projet « omnibus » le 26 février, et alors que Donald Trump signait un décret pour retirer son pays de l'Accord de Paris, les experts sondés par le WEF dans le cadre du « **Global Risks Report 2025** », qui ne sont pas réputés pour être des extrémistes du climat, classaient toujours des risques environnementaux aux quatre premiers rangs des menaces qui planeront sur le monde durant les dix prochaines années.



LE POINT SUR LA SAISON DES AG

La saison des assemblées générales (AG) approche. En Suisse, c'est généralement celle de Novartis, prévue le 7 mars, qui lance officiellement la saison. Cette année, les plus grandes entreprises cotées en Suisse devront, en plus de leur rapport de durabilité, publier un **rapport sur les questions climatiques**. Comme à son habitude, Ethos a précisé ses exigences dans ses **lignes directrices de vote** et publiera sur son site internet toutes ses **recommandations de vote** cinq jours avant la date de l'AG en question.

Au niveau international, on connaît déjà les premières résolutions d'actionnaires en lien avec la durabilité. Share Action et ACCR, avec lesquelles Ethos a l'habitude de collaborer, ont notamment déposé une **résolution** à l'AG de Shell pour demander des explications sur sa stratégie en matière de développement de ses capacités de production de gaz naturel liquéfié, qu'ils estiment incompatible avec les scénarios de l'AIE. A l'instar d'autres acteurs pétroliers, Shell a récemment annoncé vouloir revenir sur sa politique de transition énergétique, malgré l'avis d'une grande partie de ses actionnaires.

GOOD NEWS DU MOIS

Malgré l'ambiance plutôt morose de ce début d'année, il existe toutefois quelques bonnes nouvelles à relever. Pour commencer, le nombre d'entreprises qui se sont fixés des objectifs climatiques fondés sur la science ou qui se sont engagées à le faire vient de franchir le **cap des 10'000** a annoncé la « Science Based Target initiative » (SBTi). Parmi les 150 plus grandes entreprises cotées en Suisse (SPI), elles sont désormais 33 à avoir fait valider leurs objectifs climatiques par la SBTi comme étant compatibles avec un scénario d'un réchauffement à 1,5°C ou bien inférieur à 2°C. Soit sept de plus qu'en 2023.

Au rang des bonnes nouvelles internes, on notera que les **cinq indices** boursiers d'Ethos consacrés à la gouvernance et à la durabilité ont réalisé une meilleure performance que celle de leur univers de référence en 2024. Preuve, s'il en faut, que l'intégration de critères ESG ne se fait décidément pas au détriment de la performance financière.

Enfin en Suisse, les initiants ont réussi leur pari qui visait à récolter plus de 100'000 signatures en moins d'un mois pour la deuxième **initiative pour les multinationales responsables**. Le peuple suisse devrait donc à nouveau voter sur cette initiative qui avait été rejetée de justesse en 2020 faute de la double majorité du peuple et des cantons.



LE POINT SUR L'ACTU D'ETHOS

Le mois de janvier a aussi été bien rempli du côté d'Ethos. Alors que la saison des AG se profile et que les rencontres se multiplient avec les représentants et représentantes des entreprises pour discuter des questions de gouvernance et de durabilité, Ethos et les membres de l'Ethos Engagement Pool (EEP) ont signé une déclaration d'investisseurs qui enjoint la Commission européenne à préserver l'intégrité et l'ambition du cadre réglementaire de la finance durable au sein de l'UE, le tout sur fond de simplification voulu par le projet « omnibus ». Cette déclaration, préparée par les PRI, IIGCC et Eurosif, sera publiée le 4 février.

En ce mois de janvier, Ethos a également fêté les 20 ans de son fonds d'investissement « Vontobel Fund

(CH) - Ethos Equities Swiss Mid & Small » avec son partenaire Vontobel lors d'une réception à Zurich et reçu un **award spécial** pour son indice obligataire lancé en avril 2024. Enfin, le dépôt de candidatures pour recevoir le « **Prix d'éthique en finance 2025** » décerné par l'Université de Neuchâtel et succéder ainsi à la Fondation Ethos – lauréate en 2024 – a été ouvert et durera jusqu'au 28 février.

Revue de presse :

- « **La concentrazione finanziaria ha raggiunto livelli preoccupanti** » : Interview de notre directeur Vincent Kaufmann (Corriere del Ticino, 8 janvier 2025)
- « **L'Europe se défie des milliards de Musk** » : Ethos explique pourquoi les actions Tesla ne sont pas dans ses fonds d'investissement (Tribune de Genève, 14 janvier 2025)

Nouveaux membres de la Fondation Ethos :

- Medpension vsao asmac

La **Fondation Ethos** regroupe plus de 250 caisses de pension et institutions suisses exonérées fiscalement. Créée en 1997, elle a pour but de promouvoir l'investissement socialement responsable et de favoriser un environnement socio-économique stable et prospère.



La société **Ethos Services** assure des mandats de conseil dans le domaine des investissements socialement responsables. La société propose des fonds de placement socialement responsables, des analyses d'assemblées générales d'actionnaires avec recommandations de vote, un programme de dialogue avec les entreprises ainsi que des ratings et analyses environnementales, sociales et de gouvernance des sociétés. Ethos Services appartient à la Fondation Ethos et à plusieurs de ses membres.

